

Conseil Municipal
du 22 juin 2017
 ✧ ✧ ✧ ✧ ✧
Procès verbal de réunion

N°	Intitulé
1	Acquisition immeuble situé 90 rue du Terras - acquisition d'un bâtiment visant une extension des vestiaires et salle de restauration du centre de secours de Mayenne
2	Demande de subvention dans le cadre du Contrat de Ruralité de Mayenne Communauté
3	Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Décision modificative n°1
4	Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Décision modificative n°2
5	Finances – Budget annexe eau et assainissement – Exercice 2017 – Décision modificative n°1
6	Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Admission en non valeur de divers produits communaux
7	Finances – Exercice 2017 – Classe transplantée – Ecole Saint Joseph Sainte Anne – Subvention à l'OGEc Saint Joseph Sainte Anne
8	Maintenance chauffage, ventilation, climatisation (17SER05) – Groupement de commandes – Appel d'offres – Autorisation de signature du marché
9	Cession par le Conseil Départemental 53 à la ville de Mayenne de la parcelle BM14
10	Dénomination d'un hameau route de Saint Baudelle
11	Dénomination de la voie de desserte intérieure du programme de Méduane Habitat
12	Dénomination des voies du lotissement La Guesnière 2
13	Astreinte « état des lieux »
14	Finances – Comptes de gestion 2016 – Budget principal et budgets annexes
15	Finances – Comptes administratifs 2016 – Budget principal – Budget annexe de l'eau et de l'assainissement – Comptes financiers 2016 – Budgets annexes des pompes funèbres et du crématorium
16	Finances – Compte administratif 2016 – Acquisitions et cessions immobilières – Bilan
17	Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal – Résultats 2016 – Affectation
18	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe Pompes Funèbres – Résultats 2016 – Affectation
19	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe crématorium – Résultats 2016 – Affectation

20	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2016 – Affectation
21	Acquisition de parts sociales de la SCIC Manger Bio 53 par la Ville de MAYENNE
22	Affaires Scolaires : Réforme des rythmes scolaires : Convention avec l'OGEC relative à la participation de la Ville aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat de Mayenne pour les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)
23	Renouvellement du PEDT Projet éducatif territorial
24	Convention ENEDIS – Espace gare pour Meduane Habitat
25	Ressources humaines - DASS – ASVP – Création d'un poste d'adjoint technique territorial
26	Ressources humaines – DRH – DST- créations de postes pour avancement de grade
27	Ressources humaines – DRH - indemnisation des travaux supplémentaires pour élections
28	Ressources humaines – DRH – régime indemnitaire des agents du service des pompes funèbres - Indemnité des agents des services municipaux d'inhumation
29	Ressources humaines – DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018
30	Ressources humaines - DST – service espaces verts - Création d'un poste d'adjoint technique – suppression du poste d'adjoint technique principale de 1ère classe
31	Ressources humaines – DEJS - création d'un poste d'animateur territorial et suppression d'un poste d'adjoint animation principal de 2ème classe
32	Mayenne Communauté – Rapport final sur les conclusions de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de 2017
33	Procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit entre la Ville et Mayenne Communauté
34	Subvention aux associations sportives des établissements scolaires (UNSS et UGSEL)
35	Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions
36	Soutien à l'organisation d'événements sportifs
37	Mandat d'études préalables au renouvellement urbain du site Rouillois en cœur de ville de Mayenne (17SER09) – Procédure adaptée – Autorisation de signature du marché (Convention de mandat)

RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION

10/04/17	Jean-Luc CALAIS	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel	22/06/17
14/04/17	MM. PLOURDEAU	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel	22/06/17
14/04/17	MM. PLOURDEAU	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel	22/06/17

SIGNATURE DE MARCHES DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE

N° du marché	Objet	Montant estimé en € HT	Montant en € HT	Date de signature	Titulaire
17TRA13	Travaux de remplacement de chaudière et de régulation pièce par pièce – Ecole maternelle de l'Angellerie	36 000.00	29 284.38	12/06/2017	CSM (Laval)
17SER09	Mandat d'études préalables au renouvellement urbain du site Rouillois en cœur de ville de Mayenne	55 000.00	49 775.00	12/06/2017	LMA (Laval)
17TRA11	Travaux d'aménagement du quartier Pommier	127 640.00	113 033.00		
	LOT 1 – Terrassement, voirie, eaux pluviales et eaux usées	/	74 333.00	12/06/2017	STPO (Laval)
	LOT 2 – Adduction d'eau potable		16 404.50		SANTERNE (Mayenne)
	LOT 3 – Eclairage public		22 295.50		

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	32	
Conseillers présents ou représentés	25	L'an deux mille dix-sept, le 16 juin, M. ANGOT, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 22 juin au 10, rue de
Contre	0	Verdun – salle du Conseil Municipal, à 20 heures.
Pour	25	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 22 juin 2017

Assistaient à la séance :

M. ANGOT, Maire (*arrive au point n°3*), MM. BOURGUIN, LANDEMAINE, Mme LANCIEU, M. LESANT, Mme BAR Adjoints ; Mme LODE, M. CORDIER, Mmes CREUSIER, OLIVIER, VIDY, MM. LAVANDIER (*arrive au point n°3*), MARTINEZ-PEREZ, ORDRONNEAU, PAILLASSE, Mmes PELE, TRIPOTEAU, LEFEBVRE, BEUNEUX, M. EBALE NLO, Mme COUTURIER, MM. FAUCON, TROUILLET conseillers municipaux.

Excusés :

Mme BELLON donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme RAMADANE donne pouvoir à Mlle LODE
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE
M. REBOURS donne pouvoir à M. LESANT

M. LE SCORNET, Mme COME, MM. MORIN, LAURENT, Mme BURGEOT.

M. CREUSIER a été désignée comme secrétaire de séance.

1 - Acquisition immeuble situé 90 rue du Terras - acquisition d'un bâtiment visant une extension des vestiaires et salle de restauration du centre de secours de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. BOURGUIN expose :

Par courrier reçu le 13 février 2017, le SDIS nous expose les conditions d'accueil des équipes du centre de secours de Mayenne depuis 2002 et notamment les problèmes fonctionnels liés au dimensionnement des locaux afin d'expliquer leur projet d'extension. Ce projet viserait à améliorer les vestiaires et agrandir la partie restauration.

L'immeuble situé au 90 rue du Terras est actuellement à vendre (ancien studio de danse). Ce bien de 165 m² (superficie de la parcelle de 311 m²), de par sa situation géographique à proximité du centre de secours offre une réelle opportunité d'extension avec peu de travaux d'aménagement et ouvre une capacité supplémentaire de remisage de véhicules.

Si la Ville de Mayenne compte parmi les 14 communes qui dépendent du centre de secours, la municipalité a décidé de donner suite à la demande du SDIS. Par courrier en date du 23 mai 2017, une offre d'achat a été adressée à la propriétaire du bien pour un montant de 110 000€. Cette offre a été

acceptée par voie de courriel en date du 1^{er} juin 2017.

Le financement du projet :

Dépenses		Recettes	
Acquisition	110 000 €	Département	55 000 €
Frais	10 000 €	Contrat de ruralité	10 950 €
		Ville de Mayenne	54 050 €
Total dépenses	120 000 €	Total recettes	120 000 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- procède à l'acquisition du bien cadastré BW 80 situé au 90 rue du Terras à Mayenne, propriété de Mme Florence Nouveau, pour un montant de 110 000 €,
- prend en charge les frais de notaire et autres frais liés à cette acquisition,
- inscrit les crédits correspondants,
- et autorise M. le Maire à signer l'acte notarié auprès de Me PILLEUX et tout autre document se rapportant à cette acquisition.

2 - Demande de subvention dans le cadre du Contrat de Ruralité de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. BOURGUIN expose :

Le 5 avril dernier, le conseil communautaire a validé le contrat de Ruralité avec l'Etat qui promeut des ruralités dynamiques, innovantes et solidaires : il a pour objectif de coordonner tous les outils, dispositifs et moyens existants afin de développer les territoires ruraux et accélérer la réalisation de projets concrets au service des habitants et des entreprises.

Le Contrat de Ruralité est un document intégrateur de toutes les mesures des Comités interministériels aux ruralités dont il détaille la déclinaison locale.

Il s'articule autour de 6 axes :

- Accessibilité aux services et aux soins
- Redynamisation des bourgs-centres
- Attractivité du Territoire
- Mobilités
- Transition écologique
- Cohésion sociale

Les projets inscrits dans ce contrat pourront alors bénéficier de financements tant sur la part territoriale des Contrats de Plan État Région (CPER), de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT) ainsi que du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL). Il concerne la période 2017 - 2020.

Pour 2017, il vous est proposé que la ville de Mayenne dépose un dossier dans la thématique Accessibilité aux services et aux soins : l'extension du Centre de Secours Principal de Mayenne regroupant 18 communes : acquisition d'un bâtiment visant une extension des vestiaires et salle de restauration.

Voici le budget prévisionnel :

Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part Etat (contrat de ruralité)	Part autres partenaires financiers
Extension du Centre de Secours Principal de	Mayenne	120 000,00 €	54 050 €	10 950 €	Département : 55 000 €

Mayenne regroupant 18 communes			45,04%	9,13%	Département : 45,83%
--------------------------------	--	--	--------	-------	----------------------

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- valide cette demande de subvention auprès de l'État dans le cadre du contrat de ruralité de Mayenne Communauté
- et autorise M. le Maire à signer tous les documents s'y afférents.

3 - Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAIN expose :

Le budget primitif de la Ville exercice 2017 a été adopté par délibération du 30 mars dernier. Il convient par décision modificative n° 1 au budget principal, d'ajuster les crédits de la manière suivante :

➤ SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	3221	6032	Annulation stock final du musée	40 596,00	
011	2120	6065	Livres école primaire Eluard	600,00	
011	2110	6065	Livres écoles maternelles Eluard, Prévert et Angellerie	1 400,00	
67	0230	6714	Bourses et prix	200,00	
042	01	6812	Dotations aux amortissements des charges à répartir	11 776,00	
042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	402 182,00	
042	01	7761	Différences sur réalisations négatives		390 266,00
73	01	73111	Taxes foncières et d'habitation		-59 374,00
73	01	73223	Fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales		-20 895,00
74	01	7411	Dotation Forfaitaire		-26 209,00
74	01	74121	Dotation de Solidarité Rurale		29 661,00
74	01	74123	Dotation de Solidarité Urbaine		18 255,00
74	01	74127	Dotation Nationale de Péréquation		2 145,00
74	01	748314	Etat compensation au titre de la taxe professionnelle		-56,00
74	01	74834	Etat compensation au titre des taxes foncières		951,00
74	01	74835	Etat compensation au titre de la taxe habitation		40 958,00
023		023	Virement à la section d'investissement	-81 052,00	
Total DM 1				375 702,00 €	375 702,00 €
Pour mémoire BP 2017				21 128 477,00 €	21 128 477,00 €
TOTAL APRES DM 1				21 504 179,00 €	21 504 179,00 €

➤ SECTION D'INVESTISSEMENT :

Chap	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
13	01	1342	Amendes de police		-15 154,00
13	0200	1341	DETR 2013 accessibilité des bâtiments		-6 173,00
13	414	1341	DETR 2017 Skate parc		20 000,00
13	113	1323	Subvention Département pour Centre de Secours		60 000,00
13	113	1321	Subvention Etat contrat de ruralité		10 100,00
13	831	1312	Subvention Région via le CRBV		6 273,00
21	024	2188	Acquisitions illuminations de Noël enveloppe 2017	15 000,00	
21	113	21318	Acquisition Immeuble pour Centre de Secours	120 000,00	
21	8220	2188	Acquisition matériel divers	-125 000,00	
21	8220	2182	Acquisition matériel de transport	125 000,00	
21	413	2188	Acquisition d'un filet de sécurité piscine Fauque	4 300,00	
21	91	2188	Acquisition d'une clôture parc d'expo	6 040,00	
23	01	2315	Installations, matériel et outillage techniques	-128 654,00	
040	01	4812	Charges à répartir sur plusieurs exercices		11 776,00
040	01	2118	Autres terrains		402 182,00
040	01	192	Moins value sur cession	390 266,00	
26	251	261	Titres de participation au capital de la SCIC Manger Bio	1 000,00	
45	01	4541	Travaux effectués pour le compte de tiers	14 160,00	
45	01	4542	Travaux effectués pour le compte de tiers		14 160,00
021		021	Virement de la section de fonctionnement		-81 052,00
Total DM 1				422 112,00 €	422 112,00 €
Pour mémoire BP 2017				9 349 449,00 €	9 349 449,00 €
TOTAL APRES DM 1				9 771 561,00 €	9 771 561,00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2017 du budget principal telle qu'elle est présentée.

4 - Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Décision modificative n°2

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAINT expose :

Le budget primitif de la Ville exercice 2017 a été adopté par délibération du 30 mars dernier puis modifié par décision modificative n° 1 de ce jour. Après mise à jour de l'inventaire avec le comptable, il convient de procéder à une régularisation comptable par les opérations suivantes :

➤ SECTION D'INVESTISSEMENT :

SECTION D'INVESTISSEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
041	01	2112	Terrain de voirie	37 551,29	
041	01	2128	Autres agencements et aménagements de terrains	42 175,11	
041	01	21318	Constructions autres bâtiments publics	4 024,54	160 222,38
041	01	2132	Immeubles de rapport	160 222,38	
041	01	2312	Agencements et aménagements de terrains	912 433,09	
041	01	2158	Autres installations matériels et outillages techniques		3 564,08
041	01	2315	Installations matériel et outillages techniques		986 962,81
041	01	2318	Autres immobilisations corporelles		5 657,14
			TOTAL DM 2	1 156 406,41	1 156 406,41
			Pour mémoire DM 1	422 112,00 €	422 112,00 €
			Pour mémoire BP 2017	9 349 449,00 €	9 349 449,00 €
			TOTAL APRES DM 2	10 927 967,41 €	10 927 967,41 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2017 du budget principal telle qu'elle est présentée.

5 - Finances – Budget annexe eau et assainissement – Exercice 2017 – Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LANDEMAINE expose :

Le budget annexe Eau et Assainissement de la Ville pour l'exercice 2017 a été adopté le 30 mars dernier. Par délibération n°7 du 10 mai dernier, le Conseil a attribué une aide de 2 500 € à l'association Fraternité Amafisoa de Mayenne ainsi qu'à l'association d'aide au développement de Boussé au Burkina Faso dans le cadre de leur action de solidarité internationale.

En conséquence, il convient par décision modificative n° 1, d'ajuster les crédits tel que présenté ci-après :

➤ SECTION DE FONCTIONNEMENT :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
65	6574	Subventions action de solidarité internationale au Burkina Faso et Madagascar	5 000,00	
022	022	Dépenses imprévues	-5 000,00	
		Total DM 1	0,00 €	0,00 €
		Pour mémoire BP	901 825,00 €	901 825,00 €
		TOTAL APRES DM 1	901 825,00 €	901 825,00 €

M. le Maire : « Je remercie vivement les deux associations et je me réjouis de pouvoir les aider. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2017 du budget annexe Eau et Assainissement telle qu'elle est présentée.

M. LESAIN expose :

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Municipal, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2011 à 2017.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement (c/6542 créances éteintes), il convient, pour régulariser la comptabilité communale, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

	2011	2012	2013	2016	2017	TOTAL
Créances éteintes c/6542	13,18 €	586,41 €	991,60 €	9,56 €	7,12 €	1 607,87 €

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

M. le Maire : « Pour ceux qui ne le savent pas, Mme Kaghazkanany, quitte la trésorerie au 1^{er} juillet. C'est le trésorier de Gorron, M. Richou qui va la remplacer. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 1 607,87 €.

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme COUTURIER expose :

Une demande de participation nous est parvenue de l'école Saint-Joseph Sainte-Anne pour un séjour en classe de mer pour les élèves de CP, CE1 et CE2. Ce séjour se déroulera à Monteneuf du 29 au 31 mai 2017.

Il sera proposé au Conseil Municipal d'octroyer une aide aux familles domiciliées à Mayenne dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques, en fonction des revenus et plus précisément sur la base du quotient familial CAF.

Le coût du séjour s'élevant pour les familles à 175 €, la participation de la ville est calculée comme suit :

- si le quotient familial est inférieur à 425 €, la ville participe à hauteur de 80 % du coût du séjour, soit dans ce cas précis pour 140 €,
- si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville
- et si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante : $243,66 - (0,2439 \times QF)$.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, détermine le montant de notre participation globale à 420,49 € pour 4 élèves mayennais aidés. Cette somme sera versée sur le compte de l'OGEC Saint Joseph Sainte Anne et sera imputée sur le c/6574 2554 disposant d'un crédit au titre du budget 2017 de 5 000 €.

Mme OLIVIER expose :

La maintenance des installations et équipements de chauffage, de climatisation et d'eau chaude sanitaire est actuellement assurée par un contrat arrivant à terme le 31 août 2017 pour les bâtiments communaux et intercommunaux.

Par délibération en date du 2 mars 2017 le Conseil a autorisé la signature du groupement de commande de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté pour le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres, afin d'assurer l'approvisionnement et la maintenance en chauffage, ventilation et climatisation pour les 5 prochaines années.

Celle-ci a été lancée le 31 mars 2017 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 11 mai 2017 (10 entreprises ont téléchargé le dossier et 3 offres ont été reçues dont une hors délai).

La Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté, réunie le 20 juin 2017 à 09h00 a désigné l'attributaire : ENGIE COFELY.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer le marché n°17SER05 intitulé « Marché d'exploitation pour la production et la distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire et de climatisation » avec l'entreprise ENGIE COFELY (Puteaux) pour un montant de 781 896,75 € HT.

9 - Cession par le Conseil Départemental 53 à la ville de Mayenne de la parcelle BM14

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LANDEMAINE expose :

Le Département est propriétaire d'une parcelle sur la ville de Mayenne cadastrée BM14 et d'une superficie de 1079 m². Cette parcelle est un vestige de l'ancienne voie de tramway à vapeur qui reliait Mayenne à Landivy. Elle se situe impasse du Tramway, dans le prolongement de la liaison douce entre Parigné/Braye et Mayenne.

Le CD53 a proposé la cession de ladite parcelle à la ville de Mayenne.

Compte tenu que notre collectivité n'avait pas d'intérêt immédiat ni majeur sur cette parcelle, excepté qu'elle permettait de conserver une maîtrise sur un site où passe le ruisseau St Léonard, des échanges se sont engagés avec le Département sur les modalités de cette transaction.

La municipalité en date du 16 mai 2017 a exprimé son accord pour l'achat à l'euro symbolique, proposition qui a été relayée près du conseil départemental. Une promesse d'achat vient de nous parvenir avec cette dernière condition.

M. le Maire : « Il convenait de régler cette affaire qui traîne depuis des années. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- valide l'achat de la parcelle BM 14 à l'euro symbolique
- autorise M. le Maire à signer la promesse d'achat
- valide le principe d'un transfert de propriété entre le conseil départemental et la ville sous forme d'acte administratif
- autorise Guy Bourguin 1^{er} adjoint à signer l'acte administratif à venir au titre de la ville de Mayenne

- autorise Michel ANGOT à contresigner l'acte administratif pour attester de la conformité du document et l'identité des parties,
- et autorise M. le Maire à signer tout autre document à intervenir.

10 - Dénomination d'un hameau route de Saint Baudelle

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. EBALE NLO expose :

Afin d'attribuer une adresse postale à toutes les habitations du hameau de Montecouble, il convient de le différencier en deux secteurs, le premier secteur sera dénommé « domaine de Montecouble » (entouré en rouge, 1 seule maison) et la partie agglomérée restera « Montecouble » (entouré en jaune)



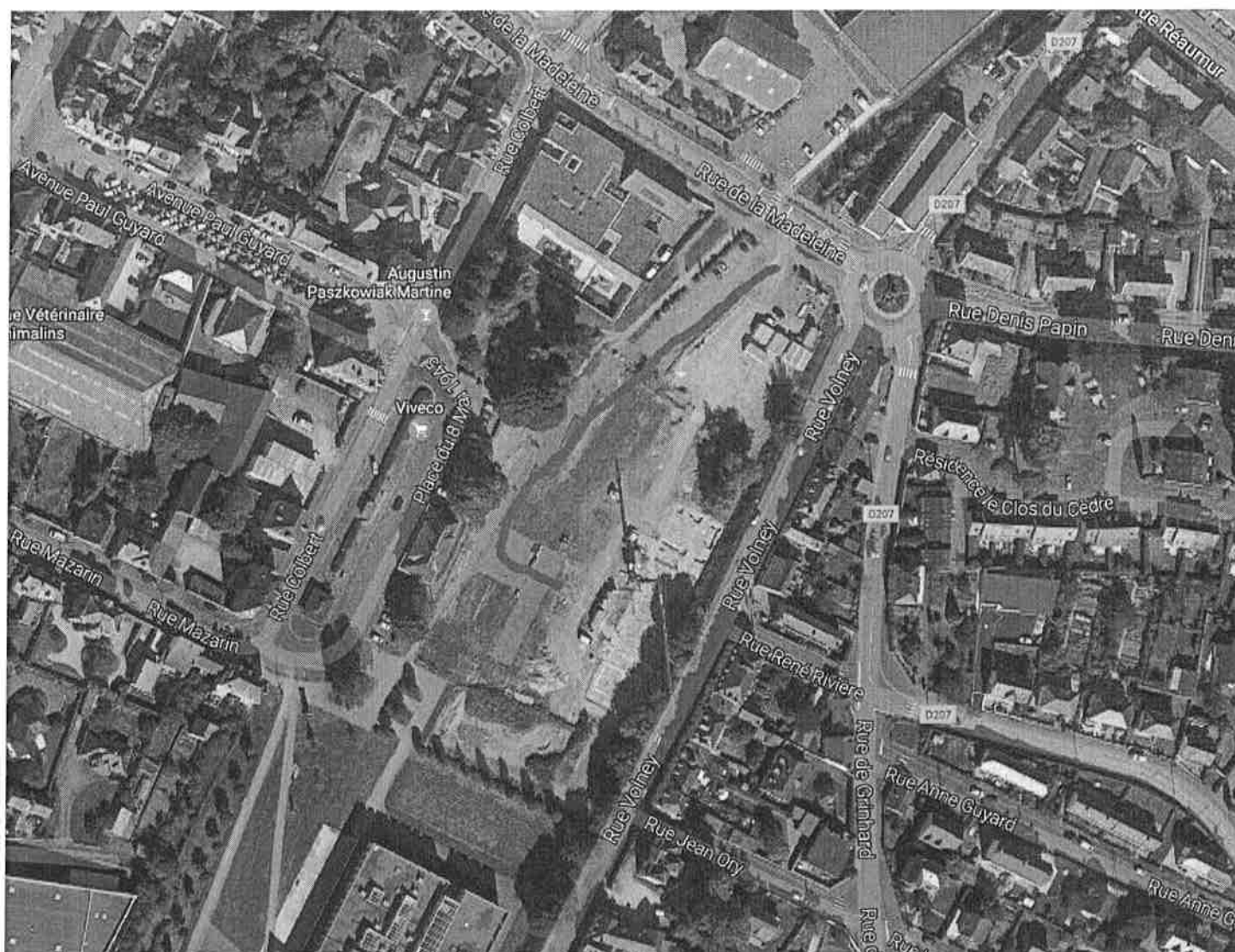
Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, dénomme ce secteur « domaine de Montecouble ».

11 - Dénomination de la voie de desserte intérieure du programme de Méduane Habitat

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme TRIPOTEAU expose :

Dans le cadre du commencement prochain des travaux du petit collectif et des maisons en bande du programme de Méduane Habitat, il convient de dénommer cette voie d'accès afin de pouvoir attribuer les adresses postales de ces futurs logements.



Afin de rester dans l'univers de Leny Escudero et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, dénomme cette voie, impasse du Coq Rouge tiré de la chanson « El gallo negro el gallo rojo » sur la lutte anti Franquiste.

12 - Dénomination des voies du lotissement La Guesnière 2

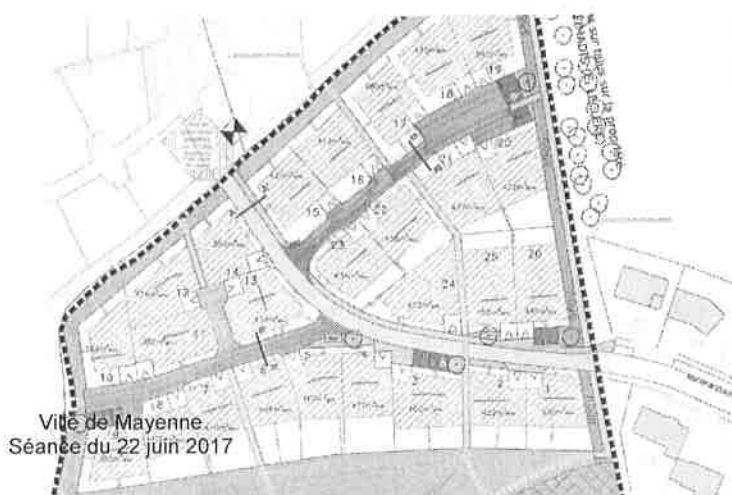
Reçu à la Sous-Préfecture le 10 juillet 2017

M. TROUILLET expose :

Les premiers permis de construire ayant été délivrés sur ce lotissement, il convient aujourd'hui de procéder à la dénomination des différentes voies.

Sur l'ensemble de l'opération, le besoin s'élève à une dizaine de noms de voie sur l'ensemble des deux tranches (rue, impasse, clos,...).

- François Chemin
- Joseph Bisson
- Germaine Brochard
- Paul Delaunay
- Arsène Doumeau
- Charles Garnier
- Eugène Lagarde
- Jean Surin
- Paul Corlay



- Marie José Rioux
- Catherine Hand

M. le Maire propose de dénommer ces voies avec des noms de résistants plutôt que des noms de fleurs.

Il vous est proposé de dénommer ces voies tel que défini ci-dessus.

13 - Astreinte « état des lieux »

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAIN expose :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction publique territoriale,

Après l'avis favorable du comité technique paritaire en date du 12 juin 2017

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des services en matière de gestion des salles louées par la ville de Mayenne et en particulier les états des lieux,

Il vous est proposé de mettre en place une astreinte "état des lieux" de semaine ou de WE en fonction des réservations de locations de salle. Les agents seront informés au moins 3 semaines à l'avance du planning de l'astreinte. Tous les agents de la ville de Mayenne peuvent être amenés à participer à cette astreinte (ex : service voirie, service espaces verts, service propreté urbaine, service bâtiments, service entretien des locaux sportifs et service entretien des bâtiments).

Un règlement regroupant l'ensemble des modalités concernant les astreintes de la ville de Mayenne, est en cours de rédaction.

Les agents d'astreintes disposeront d'un téléphone, d'un véhicule et d'un planning de location.

Les agents bénéficiant d'un logement de fonction ne pourront pas prétendre à l'indemnité d'astreinte conformément au Décret n° 2012-752 du 9 Mai 2012 relatif aux logements de fonction qui écarte la possibilité de cumuler l'attribution d'un logement avec le versement d'une indemnité d'astreinte. Les autres agents pourront prétendre en fonction du service accompli aux indemnités fixées par la loi.

Les heures d'intervention seront récupérées selon le règlement temps de travail en vigueur.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, institue l'astreinte "état des lieux" dans la collectivité selon les modalités exposées ci-dessus.

14 - Finances – Comptes de gestion 2016 – Budget principal et budgets annexes

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAIN expose :

Les comptes de gestion du comptable 2016 du budget principal, du budget annexe eau et

assainissement, des budgets annexes Pompes Funèbres et Crématorium sont présentés. Le compte de gestion permet de vérifier la conformité des écritures de l'ordonnateur et du comptable.

Il y a lieu de se prononcer sur l'adoption des comptes de gestion dont les résultats sont conformes aux comptes administratifs et financiers correspondants.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve sans observations, ni réserves, les comptes de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget principal et les budgets annexes de la Ville pour 2016.

15 - Finances – Comptes administratifs 2016 – Budget principal – Budget annexe de l'eau et de l'assainissement – Comptes financiers 2016 – Budgets annexes des pompes funèbres et du crématorium
Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAINTE expose :

Conformément à l'article L 2121-31 du CGCT - Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par :

- le vote du compte administratif du budget général, du budget annexe Eau et assainissement,
- le vote du compte financier du budget annexe des Pompes Funèbres et du budget annexe du Crématorium.

L'article L2121-14 du CGCT prévoit que "le conseil municipal est présidé par le Maire et , à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil municipal élit son Président; Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote ".

Il vous est proposé d'élire un Président de séance pour le vote des comptes administratifs et comptes financiers 2016.

Un rapport explicatif sur l'exécution 2016 des budgets précités est joint en annexe.

RESULTATS 2016

➤ BUDGET GENERAL

BUDGET GENERAL	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	3 274 112,15 €
Recettes de l'année	18 913 835,33 €
Dépenses de l'année	- 16 425 584,01 €
RESULTAT DE CLOTURE :	5 762 363,47 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 1 238 650,57 €
Recettes de l'année	2 988 167,58 €
Dépenses de l'année	- 3 505 130,49 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 1 755 613,48 €
Restes à réaliser dépenses	- 1 144 100,39 €
Restes à réaliser recettes	45 400,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL	2 854 313,87 €

RESULTAT DISPONIBLE	2 908 049, 60 €
---------------------	-----------------

➤ BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT

BUDGET ANNEXE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	212 110,35 €
Recettes de l'année	558 525,14 €
Dépenses de l'année	- 421 890,53 €
RESULTAT DE CLOTURE :	348 744,96 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	91 797,87 €
Recettes de l'année	614 211,23 €
Dépenses de l'année	-540 843,56 €
RESULTAT DE CLOTURE :	165 165,54 €
Restes à réaliser dépenses	-187 250,44 €
Restes à réaliser recettes	85 790,00 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT	63 705,10 €

➤ BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES

BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	228 804,13 €
Recettes de l'année	789 205,16 €
Dépenses de l'année	- 710 443,84 €
RESULTAT DE CLOTURE :	307 565,45 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 1 064,80 €
Recettes de l'année	72 487,67 €
Dépenses de l'année	-80 783,07 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 9 900,20 €

➤ BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	776 812,97 €
Recettes de l'année	452 298,86 €
Dépenses de l'année	-186 509,99 €
RESULTAT DE CLOTURE :	1 042 601,84 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 32 737,36 €
Recettes de l'année	152 217,66 €
Dépenses de l'année	- 37 543,97 €
RESULTAT DE CLOTURE :	81 936,33 €

Restes à réaliser dépenses	-524 560,70 €
Restes à réaliser recettes	
BESOIN DE FINANCEMENT TOTAL	442 624,37 €
RESULTAT DISPONIBLE	599 977,47 €

M. le Maire : « On peut être surpris des 58 % de réalisation. C'est une volonté politique de ne pas gonfler les services. Il est bien évident que si on voulait arriver à 80 ou 90 % comme dans certaines collectivités, il nous faudrait augmenter et développer considérablement les services. Mais depuis 2 ans, nous avons donné priorité aux services de la Communauté de Communes. Les trois dossiers les plus importants sont communautaires. Ce sont des chiffres qui devraient augmenter l'an prochain.

En matière de recettes, on va avoir une augmentation très sensible de la taxe d'aménagement. On aura environ 60 à 70 logements neufs livrés d'ici la fin de l'année.

C'est vrai que notre marge de manœuvre en terme d'autofinancement s'est réduite. Mais de 2014 à 2016, l'État a réduit nos subventions de 1 487 000 euros cumulés et en 2017 encore 1 023 000 euros. Par rapport à ce qu'on peut encore faire, on s'en sort bien. J'ai l'inquiétude de savoir comment ça se passera demain. On y arrive mais c'est au prix de grands sacrifices. Il y a également une inquiétude autour de la taxe d'habitation.

Merci à tous ceux qui se sont investis dans la gestion de notre ville. »

Sous la Présidence de M. BOURGUIN, M. le Maire s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve au titre de l'exercice 2016, les comptes administratifs du budget général, du budget annexe eau et assainissement, et les comptes financiers des budgets annexes Pompes Funèbres et Crématorium.

16 - Finances – Compte administratif 2016 – Acquisitions et cessions immobilières – Bilan

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAIN expose :

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

"le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2.000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune."

Les opérations en cause sont énumérées pour le budget général ci-après :

Bilan des ACQUISITIONS 2016 :

Nature du bien	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix principal	n° mandat/date	Observations
Terrain	AO 265	Avenue Gutenberg	Isabelle SINET née Goupy	6m²	gratuit		Acte du 17/12/2015 Délibération du 30/06/11 Frais de 623,52 € réglés par mandat du 19/09/16
Immeuble	AY 444 et AY 445	5 rue Chaulin Servinière	Roger VALDENAIRE et Enfants PEAN	54m²	gratuit Echange		Acte du 28 juillet et 31 août 15 – Frais de 1301,08 € réglés par mandat du 14/04/16
Immeuble	AY 188	32 rue Henri Gandais	Roger VALDENAIRE et Enfants PEAN	59m²			
Immeuble	AY 189	69 rue du Cent Trentième RI	Roger VALDENAIRE et Enfants PEAN	86m²			
Terrains	AO 267 et AO 268	53 rue Marcel Cerdan	Etablissement Public Social et Medico Social Départemental EPSMS	216m²	gratuit		Acte du 15 et 17/12/2015 Délibération du 30/06/11 Frais de 624,48 € réglés par mandat du 19/09/16
Terrain	AI 218	7 rue du Pavé Morin	Dominique Yves FLECHER	108m²	7 000,00 €	Mandat 3556 du 19/09/2016	Acte du 21 janvier 2016 Délibération du 15/10/2015 Frais de 902,56 € réglés par mandat du 19/09/16
Immeuble	AI 219	5 rue du Pavé Morin	Succession FORGET	335 m²	10 000,00 €	Mandat 4143 du 26/10/2016	Acte du 6 juillet 2016 Délibération du 15/10/2015 Frais de 982,20 € réglés par mandat 2005 de 17/05/2017

Bilan des CESSIONS 2016 :

Nature du bien	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix principal	n° titre/date	Observations
Terrain	AY 192	32B Rue Henri Gandais	Roger VALDENAIRE Enfants PEAN	30m²	Gratuit Echange		Acte du 28 juillet et 31 août 2015 – Frais de 1301,08 € réglés par mandat du 14/04/16

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend acte du bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées par la Ville au titre de l'année 2016.

17 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal – Résultats 2016 – Affectation

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LESAINT expose :

Il convient de confirmer l'affectation des résultats dégagés à l'issue de l'exercice 2016 au budget principal qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2017 le 30 mars dernier.

Au vu des résultats du compte administratif de l'exercice 2016 du budget principal, la section de fonctionnement présente un excédent de 5 762 363,47 € et la section d'investissement fait apparaître un déficit d'investissement de 1 755 613,48 €.

Après prise en compte du solde des restes à réaliser de – 1 098 700,39 €, le besoin de financement est porté à 2 854 313,87 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, confirme la reprise anticipée des résultats 2016 du budget principal en affectant ces résultats comme suit :

- 2 854 313,87 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 1068 "excédent de fonctionnement capitalisé" sur l'exercice 2017 pour couvrir le besoin de financement
- et 2 908 049,60 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte budgétaire 002 "excédent de fonctionnement reporté" de l'exercice 2017.

18 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe Pompes Funèbres – Résultats 2016 – Affectation

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme LODE expose :

Il convient de confirmer l'affectation de résultats du budget annexe des pompes funèbres dégagés à l'issue de l'exercice 2016 qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2017 le 30 mars dernier.

Au vu des résultats du compte d'exploitation 2016 :

la section de fonctionnement présente un excédent de 307 565,45 €,

la section d'investissement fait apparaître un déficit d'investissement de 9 900,20€.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, confirme pour le budget annexe des Pompes Funèbres de confirmer la reprise anticipée des résultats 2016 en affectant ces résultats comme suit :

- 9 900,20 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 1068 "excédent de fonctionnement capitalisé" sur l'exercice 2017 pour couvrir le besoin de financement,
- 9 900,20 € en dépenses d'investissement sur le compte budgétaire 001 "solde d'exécution de la section d'investissement reporté" de l'exercice 2017
- et 297 665,25 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte budgétaire 002 "résultat de fonctionnement reporté " de l'exercice 2017 ,

19 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe crématorium – Résultats 2016 – Affectation

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme LODE expose :

Il convient de confirmer l'affectation des résultats du budget annexe Crématorium dégagés à l'issue de l'exercice 2016 qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2017 le 30 mars dernier.

Au vu des résultats du compte d'exploitation 2016 du budget annexe Crématorium :

la section de fonctionnement présente un excédent de 1 042 601,84 €

et la section d'investissement fait apparaître un excédent d'exécution de 81 936,33€.

Après prise en compte du solde des restes à réaliser de – 524 560,70€, le besoin de financement est porté à 442 624,37 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, confirme pour le budget annexe crématorium, de confirmer la reprise anticipée des résultats 2016 en reprenant ces résultats comme suit :

- 81 936,33 € en dépenses d'investissement imputé sur le compte 001 "solde d'exécution de la section d'investissement reporté" de l'exercice 2017,
- 442 624,37 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 1068 "excédent de fonctionnement capitalisé" sur l'exercice 2017 pour couvrir le besoin de financement
- et 599 977,47 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte 002 "résultat de fonctionnement reporté " de l'exercice 2017.

20 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2016 – Affectation

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LANDEMAINE expose :

Il convient de confirmer l'affectation des résultats du budget annexe eau et assainissement dégagés à l'issue de l'exercice 2016 qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2017 le 30 mars dernier.

Au vu des résultats du compte administratif 2016 du budget annexe eau et assainissement :

la section de fonctionnement présente un excédent de 348 744,96 €,

et la section d'investissement fait apparaître un excédent de financement de 165 165,54 €.

Après prise en compte du solde des restes à réaliser de – 101 460,44 € , l'excédent de financement est porté à 63 705,10 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, confirme pour le budget annexe eau et assainissement, de confirmer la reprise anticipée des résultats 2016 en reprenant ces résultats comme suit :

- 165 165,54 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 001 "excédent d'investissement reporté" de l'exercice 2017**
- et 348 744,96 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte budgétaire 002 "excédent de fonctionnement reporté " de l'exercice 2016.**

21 - Acquisition de parts sociales de la SCIC Manger Bio 53 par la Ville de MAYENNE

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme BEUNEUX expose :

Considérant que l'association Manger Bio 53 a été créée en 2011 par les transformateurs bio avec comme objectif le développement de la commercialisation de leur production vers la restauration collective,

Considérant que l'association souhaite se transformer en SCIC pour notamment pouvoir :

- associer autour de ce projet des acteurs multiples pour développer et pérenniser l'approvisionnement des produits « bio » locaux pour la restauration hors domicile
- et rendre accessible à tous les produits locaux et ainsi permettre de conforter les structures (producteurs, transformateurs...) existantes et de favoriser l'installation et la conversion.

Considérant la sollicitation de « Manger bio 53 » nous proposant d'être partenaire de ce projet de SCIC et de participer au capital social,

Considérant que la souscription pour les collectivités de plus de 10 000 habitants est de 50 parts soit 1000 €,

Considérant que cette démarche peut totalement être mise en lien avec les objectifs validés par la charte alimentaire de la Ville de Mayenne et le travail mené en interne depuis plusieurs années par les services municipaux de la Collectivité (Affaires Scolaires, Restauration et Maison de la Petite Enfance notamment)

Et considérant enfin que Manger Bio est le partenaire principal de notre collectivité pour l'approvisionnement en produits « bio » (75 % des achats en 2016),

M. le Maire : « C'est une volonté politique de s'insérer dans ce dispositif. Au niveau symbolique, c'est important comme décision. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- participe au capital de la SCIC « Manger Bio 53 » à hauteur de 1 000 euros**
- et autorise M. le Maire à signer tous les actes correspondants.**

22 - Affaires Scolaires : Réforme des rythmes scolaires : Convention avec l'OGEC relative à la participation de la Ville aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat de Mayenne pour les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme COUTURIER expose :

Par délibération en date du 30 mars dernier le Conseil a octroyé une subvention d'un montant maximum de 41 000 € à l'OGEC DON BOSCO dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. au titre de

l'exercice 2017.

Conformément au décret n°2001-495 du 6/06/2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, la conclusion d'une convention est obligatoire pour les subventions d'un montant supérieur à 23 000 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer la convention annexée qui précise les conditions d'attribution d'une subvention d'un montant de 37 724,12 euros et les modalités de calcul de celle-ci.

23 - Renouvellement du PEDT Projet éducatif territorial

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme COUTURIER expose :

Le service accueils périscolaires doit envoyer pour la fin du mois de juin, dans le cadre de sa demande de renouvellement d'agrément auprès de la DDCSPP et des services de l'éducation nationale, son PEDT.

Les TAP étant prolongés pour l'année scolaire 2016-2017, les animateurs ont travaillé sur ce document PEDT devant décliner les valeurs et objectifs éducatifs que notre collectivité considère comme prioritaires pour la mise en œuvre des activités périscolaires et les TAP. Le texte initial a été peu amendé si ce n'est sur les objectifs relatifs à l'acquisition de l'autonomie qui pour les animateurs étaient un objectif à réaffirmer.

M. le Maire : « Concernant la rentrée scolaire, on ne change rien pour les TAP et on pourra en débattre collectivement dès la rentrée. »

Mme COUTURIER : « On travaillera en concertation. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide le PEDT.

24 - Convention ENEDIS – Espace gare pour Meduane Habitat

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. le Maire expose :

Dans le cadre de l'aménagement de logements locatifs par Méduane Habitat sur l'espace gare, il est nécessaire d'alimenter ces bâtiments depuis le poste de transformation situé à l'angle de rue de la Madeleine et de la rue Volney.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer la convention proposée par ENEDIS afin d'autoriser la tranchée de réseau électrique sur notre parcelle n°304 section AV (le long de la rue de la Madeleine).

25 - Ressources humaines - DASS – ASVP – Création d'un poste d'adjoint technique territorial

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. ORDRONNEAU expose :

Vu l'avis favorable du comité technique du 12 juin 2017,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'activité croissante de la mission de surveillance et l'application de la réglementation en matière de stationnement en centre-ville, les zones bleues en particulier,

Les crédits sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 20 000 euros.

M. ORDRONNEAU : « Si on veut mener à bien notre mission de surveillance de la voie publique il apparaît nécessaire de pouvoir augmenter l'effectif de nos deux ASVP. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, crée un poste d'adjoint technique territorial à compter du 1er juillet 2017 à temps complet.

26 - Ressources humaines – DRH – DST- créations de postes pour avancement de grade

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. FAUCON expose :

Vu l'avis favorable du comité technique du 12 juin 2017,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'accord pluriannuel signé par les organisations syndicales et Mayenne Communauté le 20 décembre 2017,

Considérant l'organisation tardive de la commission administrative paritaire par le centre de gestion de la Mayenne le 20 octobre 2017,

Considérant le délai de 6 mois d'ancienneté dans le grade pour le calcul de la pension de retraite et afin de ne pas pénaliser un agent pouvant prétendre à un départ à la retraite en janvier 2018,

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve les avancements de grade des agents concernés et ainsi crée :

- **deux postes d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet au 1er juillet 2017**
- **et un poste d'adjoint administratif principal de 1er classe à temps complet au 1er septembre 2017.**

27 - Ressources humaines – DRH - indemnisation des travaux supplémentaires pour élections

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. MARTINEZ-PEREZ expose :

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,

Considérant la nécessité de délibérer sur l'attribution du régime indemnitaire des agents de la Ville de Mayenne,

Il vous est proposé d'instituer les indemnités suivantes pour les agents titulaires et non titulaires de la Ville de Mayenne qui participent à l'organisation de scrutins électoraux :

Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE)

Il est institué l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections selon les modalités et suivant les montants définis par le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 27 février 1962 pour les agents relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux (titulaire ou contractuel).

Le montant de référence sera celui de l'IFTS de 2^{ème} catégorie assorti d'un coefficient de 1.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, institue l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) aux agents titulaires et non titulaires de la Ville de Mayenne qui participent à l'organisation des scrutins électoraux.

28 - Ressources humaines – DRH – régime indemnitaire des agents du service des pompes funèbres - Indemnité des agents des services municipaux d'inhumation

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme PELE expose :

Vu l'arrêté ministériel du 17 février 1977 (JO du 19 mars 1977) modifié par l'arrêté ministériel du 7 avril 1982 (JO du 9 mai 1982),

Considérant les opérations d'inhumation ou d'exhumation effectués par les agents du service,

Considérant la demande de la trésorerie souhaitant une délibération récente sur ces indemnités déjà versées,

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, continue à verser aux agents stagiaires, titulaires ou contractuels l'indemnité des agents des services municipaux d'inhumation à hauteur des montants prévus par l'arrêté de 1977 et conformément aux conditions de cet arrêté :

- Montants de référence au 1er octobre 1976 ✓ Mise en bière : 0,67 €. ✓ Exhumation : 1,78 €. ✓ Portage de bière : 1,31 € (cumulable avec l'indemnité de mise en bière).

Les crédits sont déjà inscrits au chapitre 012 pour l'année 2017.

29 - Ressources humaines – DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme COUTURIER expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Après avis du Comité Technique Paritaire du 12 juin 2017,

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- maintient les postes suivants :

6 postes de Directeur des TAP à temps complet

- crée les postes et supprime les postes d'adjoints d'animation suivants :

Postes créés pour la rentrée 2016 - 2017	Postes créés pour la rentrée 2017 - 2018
74 %	84%
65 %	78%
60 %	60%
99%	99%
72 %	82%
63 %	70%
30 %	30%
63 %	77%

20 %	22%
43 %	45%
100 %	100%
100 %	100%
76 %	76%
42%	53%
47%	47%
49%	96%
48%	45%
-	30%
-	26%
-	99%

De plus, compte tenu du maintien d'une classe de maternelle supplémentaire au sein de l'école Paul Eluard ouverte en 2016 mais aussi de l'incertitude de la pérennité de ce poste et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, crée un poste sur le grade d'ATSEM à compter du 1^{er} septembre 2017 pour l'année scolaire 2017-2018 à temps complet.

La dépense est inscrite au chapitre 012.

30 - Ressources humaines - DST – service espaces verts - Création d'un poste d'adjoint technique – suppression du poste d'adjoint technique principale de 1^{ère} classe

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme CREUSIER expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement, il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis du comité technique paritaire du 12 juin 2017,

Considérant le départ à la retraite d'un agent au 1^{er} juillet 2017,

Considérant la demande de mutation d'un agent titulaire de la fonction publique,

Considérant la décision du jury de procéder à au recrutement de cet agent,

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, crée un poste d'adjoint technique et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe.

31 - Ressources humaines – DEJS - création d'un poste d'animateur territorial et suppression d'un poste d'adjoint animation principal de 2^{ème} classe

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. PAILLASSE expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis du comité technique paritaire du 12 juin 2017,

Considérant l'inscription d'un agent de la ville de Mayenne sur liste d'aptitude d'animateur suite à la commission administrative paritaire du début de cette année dans le cadre de la promotion interne,
Considérant que le grade d'animateur correspond à l'organigramme cible de la Ville de Mayenne pour ce poste,

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, crée un poste d'animateur territorial à temps complet à compter du 1^{er} juillet et supprime le poste d'animateur principal de 2^{ème} classe.

32 - Mayenne Communauté – Rapport final sur les conclusions de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. BOURGUIN expose :

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts qui, dans sa partie IV, traite de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT),

Considérant la restitution au 1^{er} janvier 2017 de la compétence « voirie de zones » aux Communes d'Aron, Contest et Saint Baudelle suite à la définition d'une zone activités économique pour le territoire de Mayenne Communauté,

Considérant la restitution au 1^{er} janvier 2017 du financement antérieur de l'ex CCHL pour l'épicerie sociale aux 13 Communes de l'ex CCHL étant donné que Mayenne Communauté n'a pas repris cette compétence,

Considérant le transfert au 1^{er} janvier 2017 de la compétence zone d'activités entre la Commune de La Haie et Mayenne Communauté suite à la définition d'une zone activités économique pour le territoire de Mayenne Communauté,

Considérant le transfert au 1^{er} janvier 2017 de la compétence zone d'activités du SIVOM de Lassay suite à la définition d'une zone activités économique pour le territoire de Mayenne Communauté,

Considérant les conclusions du rapport final de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) pour les 4 dossiers adoptés le 12 juin 2017,

Le rapport final de la CLECT doit être adopté, avant le 15 septembre 2017, **par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux** c'est-à-dire par les deux tiers des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population ou par la moitié des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population.

Il est présenté les conclusions du rapport final de la CLECT du 12 juin 2017 relatives aux 4 dossiers suivants:

1) Évaluation des charges restituées traitées dans le dossier N°1 : voirie de zones restituée aux Communes d'Aron, Contest et Saint Baudelle :

Majoration de l'attribution de compensation de ces 3 Communes suivant le transfert de charges acté lors de la CLECT de 2003 :

Aron : 929 €

Contest : 464 €

Saint Baudelle : 455 €

Dossier adopté à l'unanimité par la CLECT.

2) Évaluation des charges restituées traitées dans le dossier N°2 : restitution du financement antérieur de la CCHL pour l'épicerie sociale (ASI) aux 13 Communes de l'ex CCHL :

Répartition de l'ancienne subvention versée par la CCHL de 4 666 € entre les Communes, selon le nombre d'habitants, afin de majorer l'attribution de compensation des 13 Communes.

Dossier adopté à l'unanimité par la CLECT.

3) Évaluation des charges transférées traitées dans le dossier N°3 : transfert de la compétence « zones » de la Commune de La Haie à Mayenne Communauté :

Minoration de l'attribution de compensation de la Commune de La Haie comme suit :

Pour le fonctionnement : **396 €**

Pour le coût moyen annualisé calculé pour le renouvellement des investissements : **2 479 €**

Dossier adopté à la majorité simple par la CLECT (19 POUR, 7 CONTRE, 0 ABSTENTION)

4) Évaluation des charges transférées traitées dans le dossier N°4 : transfert de la compétence « zones » entre les Communes du SIVOM de Lassay et Mayenne Communauté :

Répartition de la minoration de l'attribution de compensation des 7 Communes adhérentes selon le nombre d'habitants, clé de répartition communiquée par le SIVOM et ses Communes membres, pour les montants suivants :

Pour le fonctionnement : **2 410 €**

Pour le coût moyen annualisé calculé pour le renouvellement des investissements : **12 825 €**

Dossier adopté à la majorité simple par la CLECT (23 POUR, 0 CONTRE, 3 ABSTENTIONS)

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- adopte les conclusions concernant le dossier N°1 du rapport de la CLECT du 12 juin 2017
- adopte les conclusions concernant le dossier N°2 du rapport de la CLECT du 12 juin 2017
- adopte les conclusions concernant le dossier N°3 du rapport de la CLECT du 12 juin 2017
- adopte les conclusions concernant le dossier N°4 du rapport de la CLECT du 12 juin 2017.

33 - Procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit entre la Ville et Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. BOURGUIN expose :

Étant donné que la Chambre Régionale des Comptes a recommandé dans ses observations définitives de mars 2016 à la Ville de Mayenne et à la Communauté de Communes de se rapprocher du comptable afin que ses états de l'actif correspondent aux inventaires de l'ordonnateur, ce travail a été engagé au cours des derniers mois.

Il en résulte la nécessité de régulariser la situation de certains biens de la Ville qui, dans les faits sont mis à disposition de la Communauté mais qui doivent faire l'objet d'écritures comptables de mise à disposition au vu du présent procès verbal.

Il est rappelé que les articles L5211-17, L1321-1, L1321-2 du Code Général des Collectivités territoriales stipulent : « Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence. » La remise de ces biens a lieu à titre gratuit.

Aussi, la Ville de Mayenne reste propriétaire de l'ensemble des biens mis à disposition et Mayenne

Communauté assume l'ensemble des obligations du propriétaire.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la Ville de Mayenne antérieurement compétente et Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **approuve le procès-verbal de mise à disposition intervenant dans le cadre de la régularisation de transferts de compétences antérieurs**
- **et autorise Monsieur le Maire à le signer.**

34 - Subvention aux associations sportives des établissements scolaires (UNSS et UGSEL)

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme TRIPOTEAU expose :

La Ville de Mayenne soutient le sport scolaire en attribuant une subvention aux Associations Sportives des collèges et des lycées mayennais.

L'enveloppe des subventions scolaires sur le budget 2017 est répartie entre 541 élèves mayennais inscrits dans les établissements de la ville, il est proposé de procéder au versement des subventions suivantes :

- Collège Jules Ferry : 139 → 1 153 €
- Collège Sévigné : 51 → 423 €
- LP Don Bosco : 36 → 299 €
- LG Don Bosco : 69 → 573 €
- Collège Don Bosco : 164 → 1361 €
- LP Vinci : 62 → 515 €
- Lavoisier : 20 → 166 €

M. le Maire : « On fait partie des rares collectivités qui donnent des subventions aux établissements du second degré pour leurs animations sportives. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, procède au versement des subventions ci-dessus.

35 - Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. REBOURS expose :

Par délibération en date du 25 septembre 1997, le Conseil Municipal avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Régional vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2017 et de la nécessité de signer avec les lycées les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2017.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 seront les suivants :

- Ø Grande salle – tarif de base.....8 €/54/heure
(plateau d'évolution de dimension supérieure ou égale à 40 m x 20 m)
- supplément pour chauffage (toute l'année).....2,37 € /heure
- supplément pour gardiennage.....5,95 € /heure

Est gardiennée une installation couverte disposant d'un accueil permanent et d'un personnel d'entretien permanent

- Ø Petite salle ou salle spécialisée.....5,16 € /heure
- Ø Installations extérieures ou de plein air.....9,93 €/heure
(ceci concerne toutes les activités en extérieur)
- Ø Piscine (par couloir de 25 m).....14.87 €/couloir de 25 m
(4 couloirs de 25 m ou 2 couloirs de 50 m maximum)
Préciser le nombre de couloirs utilisés
- Ø Installations spéciales.....22.84 €/heure
(après accord de la commission permanente du Conseil Régional)

Il est précisé que ces tarifs seront également applicables pour la convention signée entre la Ville de Mayenne, l'Association Mayennaise de Badminton et le LEP Léonard de Vinci pour la mise à disposition de sa salle pour les activités du club de badminton.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **et autorise Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.**

36 - Soutien à l'organisation d'événements sportifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

Mme LEFEBVRE expose :

La commission Sport propose d'attribuer la subvention suivante pour l'année 2017 au MASTRIA Triathlon. Le club de triathlon a organisé le 14 mai 2017 un triathlon qui, cette année, était support du championnat de France des clubs de la Défense.

M. le Maire : « Ce fut une belle manifestation mais on devra revoir des choses l'an prochain, notamment en terme de sécurité. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accorde une subvention de 700 € au club MASTRIA Triathlon.

37 - Mandat d'études préalables au renouvellement urbain du site Roulois en cœur de ville de Mayenne (17SER09) – Procédure adaptée – Autorisation de signature du marché (Convention de mandat)

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 juin 2017

M. LANDEMAINE expose :

Suite à la municipalité du 24 janvier dernier, le choix a été fait de recourir à un accompagnement pour le portage des études sur le site Roulois. Ces études aboutiront à la définition d'un programme pour le site et au choix d'une procédure d'aménagement.

La consultation a été lancée le 27 avril 2017 (Ouest France Mayenne, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 22 mai 2017 (19 entreprises ont téléchargé le dossier et une seule offre a finalement été remise).

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne, réunie le 20 juin 2017 à 09h00, a désigné l'attributaire : SEM Laval Mayenne Aménagements.

Ce marché, sous forme d'une convention de mandat, régira les relations entre LMA et la ville de Mayenne. Le mandat permet de conserver la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement tout en faisant réaliser les études et démarches nécessaires par le mandataire (LMA), au nom et pour le compte de la ville de Mayenne (il n'y a donc pas de processus de délégation).

LMA exercera les attributions suivantes :

- préparation du choix des prestataires, signature des marchés d'études au nom et pour le compte du Mandant après approbation du choix des prestataires par celui-ci (respect des règles de la ville de Mayenne), paiement des marchés.
- coordination de l'ensemble des études ponctuelles confiées à des tiers
- suivi de l'information du public, y compris les phases de concertation et/ou d'enquête publique imposées par la législation
- suivi de la proposition de la procédure d'aménagement correspondant au besoin identifié par le Mandant
- préparation des dossiers administratifs nécessaires au lancement de l'opération (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, adaptation des documents d'urbanisme, permis d'aménager, dossier de création de la zone d'aménagement concerté...).

La prestation de mandat par LMA est de 49 775 € HT. Il faudra y ajouter les études réalisées sur les exercices 2017 à 2019, estimées à 130k€ (études d'urbanisme, concertation, études géotechniques, études pour les autorisations administratives type étude d'impact, etc.).

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer cette convention de mandat et tous documents s'y rapportant avec l'entreprise Laval Mayenne Aménagements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance publique est levée à 22 h30

Vu
LE MAIRE,
Michel ANGOT



Vu
LA SECRETAIRE,
Nicole CREUSIER

